

COMITE NATIONAL SUISSE
DE LA FAO

3003 Berne, le 20 mai 1977
Mattenhofstrasse 5

PROCES - VERBAL

de la séance du Comité National Suisse de la FAO
du 27 octobre 1976 à Broc

Présents

Membres du Comité:

MM. J.-Cl. Piot (Président), V. Delucchi, F. Ebner, F. Hofmann,
W. Kohler, P. Mock, F. Muheim (pour l'Ambassadeur de Zieg-
ler), Mlle M.-L. Oettli, MM. R. Pasquier (pour l'Ambassa-
deur Heimo), M. Séquin, Mme L. Spreng, M. J. Vallat

Non membres:

M. H. Popp, Mlle M. Scheidegger (Secrétariat FAO), MM. Th.
Glaser (Représentant permanent de la Suisse auprès de la
FAO), G. Ducommun (Secrétaire du Comité)

Absents

Excusés:

MM. A. Feitknecht, B. Hardmeier, M. Heimo (remplacé), E. Jaggi,
R. Junod, R. Juri, P. Nyffeler, W. Wyss, F. de Ziegler
(remplacé)

Non excusé:

M. Ch. Feldmann

Introduction

La séance est ouverte à 10.10 par son Président, M. Piot. Il remercie la Société des Produits Nestlé pour son invitation et son accueil généreux, présente les nouveaux membres du Comité (MM. V. Delucchi et P. Nyffeler) et M. Th. Glaser. Il parle du nouveau Directeur général de la FAO, M. Saouma et de son élection qui laisse une certaine amertume, vu la claque organisée à l'avance.

L'ordre du jour suivant fut adopté sans modification:

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 octobre 1975
2. Exposé des faits saillants de l'année écoulée (discussion après chaque point)
 - a) 18ème session de la Conférence, novembre 1975
 - b) Les propositions du Directeur général Saouma au 69ème Conseil de la FAO
Relations FAO/PNUD/ONU
 - c) Conseil mondial de l'alimentation - FIDA
 - d) Activités de la FAO en Europe
 - 20ème session de la Commission européenne de l'agriculture (ECA)
 - 10ème session de la Conférence régionale pour l'Europe
3. Problèmes actuels et futurs - Divers.

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 octobre 1975

Il est adopté sans modification.

2. Exposé des faits saillants de l'année écoulée

Les membres reçoivent un texte sur les points 2 a) à d), exposé dans ses grandes lignes par le secrétaire du Comité (l'exposé n'est pas repris ici).

a) 18ème session de la Conférence, novembre 1975

Piot exprime la satisfaction qu'à eu la délégation suisse à voir parmi elle Mme L. Spreng, Conseiller national, membre assidu de la délégation pendant la première semaine de la Conférence.

Il parle des objectifs du Nouvel ordre économique international, en particulier de la question de l'indexation des prix des matières premières. Dans ce cadre la FAO entreprendra l'étude d'un projet pour une Agence internationale de produits agricoles, organisme qui interviendrait sur le marché mondial pour lutter contre la spéculation et l'instabilité des prix.

Muheim exprime la crainte de voir la croissance permanente du budget se poursuivre. Le Groupe de Genève (les pays de l'OCDE) essaie de parvenir à une attitude sur ce point afin de contenir cette croissance budgétaire. Il reconnaît toutefois qu'il faut tenir compte des priorités dans la budgétisation.

Spreng assure que tout le plaisir fut pour elle à Rome, en particulier d'y voir le travail excellent et positif de la délégation. La mécompréhension des problèmes du développement est trop étendue en Suisse, une prise de conscience est urgente, la situation actuelle de la Suisse au plan international est lamentable. La masse des populations en face de nous est considérable. Lors de la réunion de l'Union parlementaire à Madrid, elle a remarqué une certaine hostilité à l'égard de la Suisse. Nous avons besoin des autres plus qu'eux de nous pense Mme Spreng, un péril d'isolation n'est pas exclu. Les contrats d'achats futurs pourraient bien éviter les Suisses trop riches et profiter à la France ou à l'Allemagne.

Hofmann invoque la nécessité d'accroître la compréhension des Suisses pour la scène internationale. La Coopération technique suisse a établi une excellente présentation audio-visuelle sur son travail. N'existe-il pas quelque chose de semblable sur la FAO que l'on pourrait mettre en circulation parmi les organisations suisses intéressées ?

- 4 -

Ducommun informe qu'il existe une "Wanderaustellung" à la FAO, matériel qu'elle remet à des organisations intéressées. Il déclare que les soirées d'information sur le Tiers-Monde n'attirent en général que les gens déjà conscients des problèmes et désireux d'en savoir plus.

Pasquier dit que la Campagne mondial contre la faim à la FAO distribue de la documentation, des films existent certainement. Il pense que les commentaires de O. Matzke dans la "Neue Zürcher Zeitung" ne sont pas toujours objectifs, parfois polémiques. Il faudrait peut-être en toucher un mot au rédacteur en chef.

Mock confirme l'opinion de Ducommun. Il dit que les gens qui s'expriment en public doivent connaître d'expérience les pays en voie de développement. Il nous informe qu'il a été à Cuba, où tout est encore rationné après dix-sept ans. Une corruption monumentale régnerait au Mexique.

Nestlé a publié un livre sur ses activités dans les PVD, les intéressés peuvent le commander.

Piot pense qu'il faut étendre la diffusion des "INFORMATIONS", publiées par le Secrétariat FAO; à chacun de répandre ses connaissances autour de lui.

Muheim informe que la Direction des organisations internationales dispose d'un budget annuel de Frs. 100'000.-- pour faire connaître les activités des Nations Unies.

b) Proposition du Directeur général Saouma au 69ème Conseil Relations FAO/PNUD/ONU

Delucchi déclare que la FAO avait déjà ses représentants dans les pays.

Pasquier lui répond qu'il s'agit avant tout de respecter le Consensus de 1970 entre organisations spécialisées de l'ONU.

Delucchi comprend la motivation de M. Saouma. Le Représentant résident du PNUD fait la pluie et le beau temps dans les pays où il se trouve. La tendance était de réduire le poids des représentants des autres organisations spécialisées.

Le Programme de coopération technique FAO est justifié dans le domaine des ravageurs par exemple. Antérieurement on avait discuté de la création d'un fonds pour la lutte anti-parasitaire.

- 5 -

Vallat comprend le désir d'efficacité du nouveau Directeur général mais se demande si la FAO ne veut pas usurper les fonctions du PNUD. La tâche de la FAO est avant tout d'étudier et d'informer. Le Représentant FAO à Madagascar lui a fait très mauvaise impression. Etablir des projets pour une durée de un an (PCT) lui semble une illusion.

Développer l'activité de conseiller en projets d'investissement ne le convainc pas non plus. Il faut tenir compte de la critique actuelle sur l'activité de la BIRD et de l'IDA.

Piot pense que M. Saouma tient fermement à ses initiatives. Sous le Directeur général Sen, la FAO n'a pas rempli sa mission et le Directeur général Boerma semble avoir été prisonnier du système établi. Saouma a constaté les défauts et y cherche remède. Nous ne voulons évidemment pas des Représentants FAO à "Cadillac et chauffeur", mais bien plutôt des actions rapides, tout en étant valables, selon l'axiome "Rasche Hilfe ist doppelte Hilfe".

Muheim voit un lien évident entre le PCT/FAO et les Représentants FAO dans les pays. Ces propositions mettent en danger le Consensus qui visait à mettre de l'ordre dans les activités de terrain des Nations Unies. La FAO a profité de la crise financière du PNUD afin d'essayer de sortir de l'ordre établi.

Piot constate que M. Saouma est quasiment tout puissant - il a presque tous les PVD derrière lui. Nos contributions au budget ordinaire FAO sont en effet obligatoires et non volontaires comme au PNUD.

Popp demande que l'on donne une chance au nouveau Directeur général. Il faut se souvenir des critiques passées à l'égard de la FAO (inefficacité, bureaucratie, etc.). Les PVD désiraient plus d'action sur le terrain. Nous sommes favorables au PCT/FAO, mais également sceptiques sur les nouveaux attributs des Représentants FAO. Les Conseillers agricoles FAO actuels au Mali et en Haute-Volta lui ont fait très bonne impression. Il lui semble qu'il est avant tout important que les PVD aient confiance en la FAO.

Oettli voit une grande difficulté à informer le peuple lorsque l'on sait la vérité. Quel rôle joue l'URSS par exemple en faisant beaucoup de propagande ? Est-ce que le Conseil mondial de l'alimentation fait "double" emploi ?

Piot: Dans le cadre du Conseil mondial de l'alimentation, nouvellement créé, l'URSS a déçu par une position sans aucun relief, aucune initiative.

Delucchi, poursuivant les remarques de Mlle Oettli, affirme qu'il faut "changer de lunettes" lorsqu'on se rend dans les PVD, où prédominent d'autres façons de vivre et de penser. Il ne faut pas croire que nous vivons forcément le mieux du monde.

La FAO a des difficultés à recruter les experts qu'il lui faut. Le marché international offre peu de personnel très qualifié, les salaires FAO sont trop bas. Le PCT/FAO est une idée ancienne que M. Saouma a reprise.

Les Suisses sont trop exigeant en ce qui concerne l'aide au PVD, peut-être faut-il que 95 pour cent de l'aide se volatilisent et 5 pour cent seulement soient efficaces ?

Spreng déclare qu'il faut franchement informer le peuple qu'il y a des pertes élevées dans l'aide, il faut apprendre aux Suisses à donner sans qu'ils demandent immédiatement des comptes.

Vallat demande de ne pas oublier que les trois quarts ou plus de l'aide reviennent dans les pays industrialisés; nos experts, machines, etc. sont chers ! Il cite la Coopération technique suisse en exemple.

Pasquier s'informe du coût des Représentants FAO dans les pays.

Delucchi affirme que le premier rôle de la FAO doit être l'information, l'étude et la documentation.

Pasquier pense que les 15 Représentants FAO prévus pour le biennium 1976-77 coûtent 4 millions de dollars.

Il est d'avis que le PCT/FAO ne met pas en danger le Consensus aussi longtemps que son volume ne dépasse pas les 10 pour cent du total des projets gérés par la FAO. Le PCT est selon lui un stimulant pour la FAO, pour ses experts. Il faut combattre la politique de prestige mais appuyer la recherche de l'efficacité sur le terrain.

c) Conseil mondial de l'alimentation - FIDA

Piot estime que même si les promesses de contribution au FIDA n'atteignent pas le milliard de dollars, le fonds pourrait très bien débiter ses activités avec les 965 millions actuels.

d) Activités de la FAO en Europe

Piot fait part de son sentiment d'inconfort à Bucarest. Quoique les Roumains aient préparé un programme de "relations publiques", ils n'en faisaient rien savoir jusqu'au dernier moment, d'où une incertitude permanente.

Les Polonais, qui se sont plaints de ne pas avoir été élus au Conseil FAO à la Conférence de novembre 1975, ont refusé le siège que leur offrait la Yougoslavie au GCPAI (Groupe Consultatif pour la Production Agricole et l'Investissement). De ce fait le siège est revenu au Portugal (l'autre siège européen allant à la Turquie, qui succède ainsi à la Grèce).

En revanche, M. Piot a fait des visites intéressantes avec M. Giosan, le Président de la Grande Assemblée nationale roumaine. (Stations de recherches agronomiques).

3. Problèmes actuels et futurs - Divers

Budget FAO 1978 - 1979

Glaser informe que les propositions budgétaires sont encore aux mains de M. Saouma. Peut-être en saura-t-on plus lors du 70ème Conseil en décembre 1976. Actuellement des consultations ont lieu au sein du Groupe de Genève; il s'agit de trouver un consensus sur la limite d'accroissement budgétaire tolérable et de la communiquer au Directeur général avant qu'il ne publie son projet. Vu la situation financière de certains pays et l'inflation, un accroissement en termes réels du budget est de toute façon difficile.

Programme de Coopération technique / FAO

Glaser explique qu'il s'agit du sujet le plus discuté actuellement. Les pays du Groupe de Genève estiment qu'il s'agit d'un programme expérimental.

Le Directeur général Saouma pense mettre en place 15 à 20 Représentants FAO dans les pays jusqu'à fin 1977, toutefois il a de la peine de trouver les personnes assez qualifiées pour ce travail d'envergure; ces gens préfèrent travailler au siège à Rome.

Participation à une réserve d'urgence de 500'000 t
de céréales (PAM)

Piot déclare que la Suisse ne peut participer à des réserves de sécurité internationale qu'à l'aide de ses stocks supplémentaires et non avec ses stocks stratégiques prévus pour les temps de crise et réglementés par une législation appropriée.

Divers

Pasquier demande que l'augmentation probable de notre contribution au FIDA, 2 millions de francs, reste confidentielle.

Delucchi s'enquit de l'action de la Suisse au Sahel dans le domaine de la lutte anti-parasitaire.

Pasquier et Glaser lui répondent que la Suisse a participé à une action de secours en 1975 (versement pour achat de produits anti-parasitaires). Elle participera à une réunion FAO de planification de l'action sahélienne en décembre 1976, mais ne s'engagera probablement pas beaucoup dans ce domaine.

Piot expose le cadre de la collaboration scientifique intergouvernementale européenne qui comprend, outre les Réseaux scientifiques récemment créés par la FAO, l'OEPP (protection des plantes), EUCARPIA (maïs), COST (Coopération européenne dans le domaine de la technique et de la science / CEE, thèmes industriels) et OCDE (4 thèmes: fixation de l'azote, photosynthèse, mise en valeur de la cellulose, mycotoxines).

La séance est levée vers 12.15 heures. Suit l'invitation à déjeuner et la visite de l'usine de Broc organisée par la Société des Produits Nestlé S.A.

G. Ducommun

Secrétaire du
COMITE NATIONAL SUISSE
DE LA FAO

Copie:

- Membres du CNSFAO
- Membres du CICFAO